

Hon. Paul T. Hellyer

14 mars, 2017

UNE LETTRE OUVERTE AU MINISTRE DES FINANCES BILL MORNEAU

L'Hon. William F. Morneau
Ministère des Finances
Chambre des Communes
Ottawa, ON K1A 0A6

Cher Monsieur le Ministre,

Je vous écris à propos de votre réponse officielle à la pétition 421-00858 parrainée par Elizabeth May, membre du parlement pour Saanich-Gulf Islands, en Colombie-Britannique, appelant au gouvernement du Canada de restaurer l'utilisation de la Banque du Canada (BdC) pour faire des prêts sans intérêt aux gouvernements pour les dépenses de « capital humain. » Dans votre réponse datée du 12 novembre 2016, vous avez dit que faire cela: « would require the Bank of Canada to either borrow the funds it loaned to the Government, or create new Canadian currency. », soit faire « exigerait que la Banque du Canada emprunte les fonds qu'elle a prêté au gouvernement ou créer une nouvelle devise canadienne ».

La première alternative est un non-démarrreur et peut être écartée de la main. La deuxième suggestion de créer une nouvelle devise canadienne a tout à fait du sens, mais vous l'avez rejetée inconditionnellement parce qu'elle entraînerait une « inflation excessive, » et sans aucune preuve à l'appui de votre déclaration. Ceci, monsieur le ministre, n'est pas exact, et j'ai cherché un moyen facile d'éviter de dire que c'est un mensonge, mais ma conscience a finalement dicté qu'il n'y avait pas d'échappatoire. Vous avez menti à la Chambre des Communes, et vous devez savoir que, selon les précédents parlementaires britanniques, vous êtes attendu de résigner votre portefeuille immédiatement.

De plus, je dois avouer que je n'étais pas ravi de votre inférence que les politiciens canadiens seraient irresponsables. Pourquoi n'avez-vous pas dit que lorsque les politiciens canadiens se fiaient lourdement sur le financement de la Banque du Canada, le taux d'inflation était comparable à celui des pays qui se fiaient exclusivement aux banques privées pour leur financement? Ce sont les faits.

En 1938, il n'y avait pas d'emplois disponibles au Canada. Aucun. Puis, en 1939, la Seconde Guerre mondiale a commencé et il n'a pas fallu longtemps avant que tout le monde soit dans les forces armées, ou travaille dans les usines pour construire les automobiles, les camions, les avions et les navires nécessaires pour soutenir un effort de guerre vraiment magnifique. Le chômage a chuté à un minimum historique de 1%.

Vous pouvez vous demander où le gouvernement canadien a obtenu l'argent pour lancer ce miracle économique sans précédent. La réponse est que la Banque du Canada l'a imprimée. La Banque a acheté des obligations du gouvernement du Canada et les a payées avec de nouvelles espèces. Le gouvernement a payé de l'intérêt à la Banque du Canada sur les obligations qui, étant donné que le gouvernement détenait 100% des actions de la Banque, ont été remboursées sous forme de dividendes, seul le coût d'administration étant déduit. C'était de l'argent près de coût nul qui a produit de tels résultats merveilleux.

L'argent nouvellement créé que le gouvernement a mis en circulation s'est retrouvé dans les banques privées, où il est devenu ce que les économistes appelaient «l'argent à haute puissance.» L'argent à haute puissance était vraiment de l'argent « a cours légal » ou de l'argent « réel », que les banques pouvaient utiliser comme « réserves de trésorerie » que la loi leur permettaient de tirer profit des prêts bancaires égaux à 12½ fois leurs réserves. Donc, si 10 millions de dollars de l'argent qui était littéralement créé par le gouvernement a finalement été déposé dans l'une des banques commerciales, le système bancaire a été en mesure de créer un montant supplémentaire de 125 millions de dollars en écriture ou « argent virtuelle ».

Les banques commerciales ont pu prêter cet argent pour aider les entreprises à construire des usines, à développer des produits essentiels, à aider les Canadiens à acheter des « Obligations de Guerre », etc. Ces grandes infusions de liquidités créées par le gouvernement, suivies par le crédit adossé par les banques, a permis au Canada de se transformer en quelques courtes années d'une économie essentiellement agricole et axée sur les ressources, en une économie mixte importante comprenant une solide base manufacturière, industrielle et scientifique.

Ce qui rendait cela financièrement possible était le partage de la fonction de création d'argent entre le gouvernement et les banques commerciales. Cela a permis au Canada non seulement de jouer un rôle plus grand que la vie dans l'effort de guerre, mais aussi d'étendre le miracle dans les années d'après-guerre.

En tant que membre du parlement et du cabinet, je savais que l'argent créé par le gouvernement jouait un rôle clé dans bon nombre de nos projets d'infrastructure, comme la voie navigable du Grand Saint-Laurent, l'Autoroute Transcanadienne, les nouveaux terminaux et les installations

portuaires. Elle a également habilité le gouvernement fédéral à aider les provinces et les municipalités dans la mise en œuvre de plusieurs de leurs grands travaux publics allant des ponts aux systèmes d'évacuation des eaux usées, et y incluant la construction d'écoles, d'universités et de collèges.

Un autre avantage merveilleux que l'argent créé par le gouvernement a rendu possible est l'établissement d'un réseau de sécurité sociale pour aider les citoyens en période de détresse. Certains d'entre nous qui avaient vécu la Grande Dépression des années 1930 étaient déterminés à ce que plus personne ne perde leur maison, leur ferme ou leur épargne-vie en raison d'une maladie grave de l'un des membres de la famille. Non plus est-ce que quelqu'un serait laissé sans ressources parce qu'il était sans emploi. Cela a mené à des pensions universelles, à l'assurance-chômage et à l'assurance-maladie, tous lancés avec l'aide de la Banque du Canada.

Ainsi, de 1939 à 1974, la Banque a créé des sommes très importantes de ce que vous appelez « nouvelle monnaie canadienne » pour permettre presque un miracle. À l'exception des années de guerre où la pénurie de biens de consommation rendait inévitable un certain taux d'inflation, la Banque du Canada n'a jamais fait l'objet d'une inflation « excessive » pendant ces 35 années. L'expérience a été comparable à la moyenne de 15 pays de l'OCDE (Organisation de Coopération et de Développement Économiques).

Au cours des neuf années de 1958 à 1966, les prix canadiens ont augmenté de 1,8% comparativement à la moyenne de 3,1% pour les 15 pays. Ensuite, entre 1964 et 1991, les prix ont augmenté de 5,6% par rapport à la moyenne de 5,85%. Donc, l'expérience canadienne n'était ni meilleure ni pire que la concurrence, et certainement pas « excessive » par les normes pour cette période. Notre grand avantage était que notre performance incroyable a été financée sans accumuler beaucoup de dettes. Comme je l'ai souligné dans une lettre ouverte adressée au premier ministre le 1er juin 2016, de 1867 à 1974, les Canadiens avaient financé deux guerres mondiales et une très longue liste de grands projets d'infrastructure, tout en accumulant qu'une dette inconséquente de 21,6 milliards de dollars.

L'augmentation de l'inflation à la fin des années 60 et au début des années 1970 n'était pas l'inflation monétaire classique, c'est-à-dire trop d'argent chassant trop peu de biens. Les étagères des magasins étaient chargées de produits, et il n'y avait qu'une seule denrée en pénurie. L'inflation est principalement due à la spirale des salaires et des prix où les salaires nominaux ont augmenté d'un multiple de la productivité pendant 25 années consécutives - un fait d'une importance cruciale qui n'a pas encore fait son entrée dans les manuels économiques. Malheureusement, ni les politiciens ni les économistes n'ont fait aucun effort pour éduquer le public au sujet du simple fait que vous ne pouvez pas consommer plus que vous produisez, et qu'il existe une étroite corrélation entre les salaires nominaux, les prix et la productivité.

Les hausses de salaires, à quelques exceptions près, comme les dirigeants d'entreprises, ne posent plus de problème. Mais il y a d'autres problèmes comme l'augmentation des impôts et l'augmentation des prix due à la cartellisation encouragée par la mondialisation. Ils sont de plus grande préoccupation immédiate que l'inflation monétaire.

Le système de partage de la création d'argent entre le gouvernement et les banques privées a travaillé de façon splendide pendant 35 ans jusqu'en 1974, année où la Banque du Canada a modifié unilatéralement les règles. Pour autant que je sache - et moi et d'autres avons consacré de nombreuses heures à la recherche sans trouver aucune preuve pour le réfuter - cela a été fait sans conseiller ni obtenir le consentement du gouvernement canadien qui détient 100% des actions de la Banque.

Le gouverneur de la Banque du Canada, Gerald K. Bouey, a simplement annoncé que la Banque adoptait le « monétarisme ». On ne mentionnait pas que cela était fait pour se conformer à une politique de la Banque des Règlements Internationaux (BRI) à Bâle, Suisse. Le fait de ne pas divulguer que la Banque adoptait l'interdiction de la BRI de fournir des fonds à faible coût aux gouvernements était beaucoup plus important. À l'avenir, nous devons emprunter sur le marché et payer les taux du marché.

Les conséquences sociales et financières se sont révélées désastreuses. C'est en descente depuis. En 1974, il n'y avait pas de banques alimentaires au Canada. Pas une. Le dernier compte est de 2 108. Cela peut être attribué au changement de politique qui a coûté aux contribuables canadiens une fortune. D'année fiscale 1974-1975 à année fiscale 2013-2014, nous avons payé 1,17 milliards de dollars sur la dette fédérale seule - l'équivalent de plus de 13 000 \$ pour chaque famille de quatre - le tout presque totalement inutile. Imaginez ce que plus d'un milliard de dollars aurait pu accomplir si elle avait été consacrée aux soins de santé, à l'éducation, aux promesses tenues à nos frères et sœurs autochtones, aux arts, à la recherche pour l'énergie propre et l'infrastructure.

Pour être trop gentil à l'égard de Gerald Bouey, il a peut-être été influencé par le fait que la spirale des salaires et des prix a culminé en 1974 et que les décideurs cherchaient des solutions. Bouey a provoqué une récession mineure en 1974-1975, mais beaucoup plus importante en 1981-1982, de concert avec Paul Volcker, président du Federal Reserve System, apôtre dévoué de Milton Friedman et ses abstractions en classe. Volcker est venu à quelques heures de planter le système financier mondial en poussant les taux d'intérêt américains aussi haut que 18%.

Les résultats ont été désastreux à la fois socialement et économiquement. Des dizaines de milliers de personnes ont perdu leur emploi, leur maison, et leur entreprise. Les revenus

gouvernementaux ont baissé, tandis que les déficits croissants ont été répercutés sur la dette acquise à un coût astronomique. C'était le début d'un cycle d'endettement dont nous n'avons jamais récupéré. Les banques centrales, qui n'ont jamais été connues pour leur finesse, ont utilisé les taux d'intérêt comme le plus brut des instruments - comparable à l'utilisation d'un bulldozer pour arracher un potager. La tragédie est qu'un gel des prix de salaires (salaires-prix) de 12 mois sur tout sauf les produits de base, aurait réduit l'inflation à près de zéro sans la perte d'un seul emploi.

Le Canada commençait à peine à se remettre des conséquences horribles du fiasco de 1981-1982, quand un croyant encore plus évangélique de l'infaillibilité des Banques Centrales, John Crow, nous le fit encore en 1990-1991.

Comme vous le suggérez, 1991 a été une année critique dans l'histoire monétaire du Canada. Les banques à charte canadiennes ont fait du lobbying auprès du gouvernement afin d'enlever l'exigence de 8% de réserve de trésorerie contre les dépôts, qui était en vigueur depuis la

création de la BdC. Le gouverneur Crow a assuré le ministre des finances de l'époque qu'il existait d'autres façons de contrôler la croissance de la masse monétaire. Ainsi, la Loi sur les Banques a été modifiée et les réserves de trésorerie ont été éliminées sur 4 ans. Aujourd'hui, vous êtes chanceux si votre banque a plus d'un cent ou un cent et demi en espèces (à cours légal) pour chaque dollar que vous pensez avoir dans la banque.

Quel beau cadeau de Noël pour les banques, des milliards de dollars par année en profit additionnel parce qu'ils n'avaient plus à garder l'argent sur la main qui ne gagnait pas d'intérêt. Et quelle gifle aux contribuables qui, après avoir été volés du bénéfice de l'argent créé à bas coûts de la BdC en 1974, ont perdu les bénéfices de seigneurage (le bénéfice d'imprimer l'argent que les banques devaient garder en réserve).

C'était la fin du système bancaire appelé « réserve partielle ». Il a été remplacé par une nouvelle « norme » appelée « adéquation des fonds propres ». Les banques devaient conserver environ 5 cents de capital investi pour chaque dollar de nouveaux prêts qu'elles créaient. Le nouveau système aurait dû être appelé « insuffisance de capital » parce qu'après la crise de 2007-2008, toutes les banques, y compris les banques canadiennes, ont dû être renflouées par les contribuables et / ou leur banque centrale ou les deux.

Plus déconcertante encore fut la tentative du Gouverneur Crow de faire amender la Loi sur la Banque du Canada afin de limiter son rôle de préserver le pouvoir d'achat de la monnaie aux dépens de la création d'emplois et de la croissance économique pour la population. Heureusement, les députés ont refusé de se faire piétiner. Le compromis était que la BdC devrait

adopter des politiques visant à limiter l'inflation à 2%. Il s'agissait d'un changement de fait dans le préambule de la Loi sur la BdC, afin d'éliminer la dernière partie qui se lit comme suit: « promouvoir le bien-être économique et financier du Canada ».

Vous dites au sujet de la règle de l'inflation de 2%, « This is the best contribution monetary policy can make to solid economic performance, » soit « C'est la meilleure contribution que la politique monétaire peut faire pour solid la performance économique. » Je doute que vous plaisantez à quiconque sauf vous-même. Il est de 180% le contraire au préambule de fait établi par le premier, et discutablement le plus progressiste et éclairé, des gouverneurs de la BdC. En réponse aux questions du Comité des finances de la Chambre des communes, il a assuré aux membres que la BdC financerait l'effort de guerre jusqu'aux limites physiques de l'économie. Il a tenu sa promesse, pendant et après la guerre. C'était la politique qui nous a donné le meilleur 35 des 100 dernières années. Depuis 1991, c'est « l'économie d'austérité », conçue pour réduire l'économie réelle afin de l'adapter au modèle de l'économie financière.

En 1995, le gouvernement de l'époque a présenté un budget draconien qui a mis fin au Canada que nous avons connu. Quelques responsabilités fédérales ont été chargées aux provinces qui, à leur tour, les ont chargées aux municipalités, qui ont dûes tourner les coins ronds et augmenter les impôts. Les provinces à court d'argent ont commencé à construire des casinos et de

promouvoir le jeu, qui est juste une autre taxe sur les pauvres. La publicité commerciale était encouragée partout, même sur quelques-uns des beaux nouveaux tramways de Toronto étant plâtrés avec de la peinture. De nouveaux frais ont été appliqués à des espaces publics autrefois libres. Des milliers d'emplois de la fonction publique ont été sous-traités afin d'économiser quelques dollars à court terme, tout en établissant un passif pour l'augmentation des coûts au cours de leur retraite. Le plus décourageant de tous est de voir toute une génération de jeunes qui croient qu'ils ne peuvent pas avoir une vie aussi bonne que leurs parents. Ça devrait être l'inverse.

Le système bancaire et financier est fauché! Les banques privées ont persuadé les politiciens de leur donner le monopole de la création monétaire même si ce sont les gens qui en sont propriétaires et les banques ne sont que des licenciés. Mais l'argent créé par la banque est tout créé en tant que dette – dette qui doit être remboursée avec intérêt. Malheureusement, personne ne crée d'argent pour rembourser le principal ou l'intérêt. Nous nous trouvons donc dans la malheureuse situation d'avoir à augmenter les impôts, nous nous trouvons donc dans la malheureuse situation de devoir augmenter les impôts, qui sont déjà trop élevés pour beaucoup de gens pour qu'ils puissent les payer, ou d'emprunter plus, et aller de plus en plus dans la dette. Le système est dans un cul de sac, et n'importe qui qui ne peut voir cela doit être numériquement déficient.

Quelle a été votre solution proposée, Monsieur le Ministre? C'est pour emprunter davantage et nous endetter davantage? Même votre propre ministère est concerné. Les chiffres publiés tranquillement à la fin de 2016 dressent un tableau morne quant à l'avenir du Canada – qui a été rempli de décennies de déficits.

Un article publié par Andy Blatchford de The Canadian Press, le 5 janvier 2017, se lit en partie:

« The report, published on the Finance Department website two days before Christmas, predicts that, barring any policy changes, the federal debt could climb past \$1.55 trillion by (2050-51) – more than double its current level. »

« The projection comes as the federal Liberals proceed with plans to run annual deficits over at least the next six years as a way to help Ottawa fund an economy-boosting effort that includes infrastructure investments. »

Soit:

«Le rapport, publié sur le site Web du ministère des Finances deux jours avant Noël, prévoit que, à l'exception de toute modification des politiques, la dette fédérale pourrait grimper de \$1,55 milliards de dollars en (2050-2051), soit plus du double de son niveau actuel.»

«La projection vient au moment où les libéraux fédéraux procèdent avec des plans prévoyant des déficits annuels au moins au cours des six prochaines années, comme façon d'aider Ottawa à financer un effort de relance de l'économie qui comprend des investissements dans l'infrastructure.»

Hou la la! D'ici 2050, mes arrière-petits-enfants seront adultes, et vous prévoyez les laisser avec une économie anémique et une dette de \$1,5 milliards de dollars ou plus. Et si le cartel bancaire, qui contrôle les banques centrales, décide de relever les taux d'intérêt à 10%? Ils écraseraient le système et achèteraient les avoirs de nos enfants pour une cenne sur le dollar.

Ce qui m'amène, finalement, à votre proposition de banque d'infrastructure – un cheval de Troie si jamais il y en avait un.

Savez-vous avec qui vous vous apprêtez à coucher? Le chef de votre comité consultatif fournit un lien direct avec les gens qui ont arnaqué les gens du monde pendant trois siècles. Ils y ont mis 1.200.000 livres d'or et d'argent quand la Banque d'Angleterre a été affrété en 1694 et a prêté tout au Roi William à 8% par an, un taux d'intérêt très élevé pour un prêt garanti par le gouvernement. Le Roi, soit pour montrer son appréciation, soit pour remplir une promesse – nous ne le saurons peut-être jamais, leur a permis d'IMPRIMER 1.200.000 livres en billets de banque et de les prêter à leurs amis riches. En effet, on leur permettait de prêter le même argent

deux fois, une fois au Roi et une fois à leurs amis, et recueillir l'intérêt de chacun. Un levier de deux à un.

Au fil des ans, grâce à leur avarice et à la coopération des politiciens, ils ont réussi à obtenir un effet de levier de 20 à 1, qui n'est rien de moins qu'une fraude mondiale de proportions gigantesques. Le revers de la médaille, bien sûr, c'est qu'ils peuvent acheter les actifs du monde pour 5 cents sur le dollar, et ils le font. Il y a trois ans, 88 familles possédaient la moitié de toutes les richesses du monde. Un an plus tard, le nombre était de 80 familles, et en 2016 il était de 62 familles, donc la concentration de pouvoir et d'influence se poursuit.

C'est un fait que je trouve difficile à comprendre. Je fais une liste de toutes les grandes villes que je peux penser, pour ensuite essayer de comprendre comment 62 familles possèdent l'équivalent de chaque seconde ville, au complet. Ils y parviennent en persuadant les politiciens naïfs de leur donner le monopole de la création d'argent.

Le même groupe était responsable de la Grande Dépression, avec toute sa misère incalculable. (Voir le rapport Pecora du Comité des Finances du Sénat des É.-U.)

Bien sûr il y avait une méthode dans leur folie. La plupart des petites banques ont fait faillite et la valeur des biens immobiliers a chuté pour que les grands garçons puissent acheter des actifs vraiment bon marché.

Chaque récession a offert des opportunités d'acheter des actifs à bas prix et la Grande Récession de 2007-2008 (coup monté de l'intérieur) a produit une autre vente de liquidation toute l'année qui a été en cours pendant presque aussi longtemps que la Grande Dépression, et il n'y a pas de fin en vue. Il y a des rumeurs selon lesquelles il pourrait y avoir une autre crise, mais que cela se produise ou non, la simple connaissance que le cartel pourrait le faire, si et quand ils décident de le faire, est assez bouleversante.

Pire que cela, les mêmes gens pourraient être en planification d'un écrasement total du système financier mondial afin qu'ils puissent introduire une seule monnaie virtuelle qui leur donnerait le même contrôle complet sur chacun d'entre nous en tant qu'individus qu'ils exercent maintenant sur nos pays. Ils doivent être coupés à la passe, maintenant, ou c'est partie terminée!

Il y a eu beaucoup de réformateurs monétaires au cours du siècle dernier, mais personne n'a réussi à informer le public en raison d'une académie au cerveau lavé et d'une presse désintéressée. Mais la situation devient plus désespérée maintenant. La dette mondiale est à son plus haut niveau, tout comme le nombre de sans-emplois dans le monde. La situation va se détériorer davantage parce que les robots la robotisation commence à éliminer de nombreux emplois, en particulier dans le secteur « producteur de taxes » de l'économie. Une source majeure

de nouveaux emplois devra provenir du secteur public, le secteur « consommateur de taxes ». Ainsi, un nouveau flux de revenus est essentiel pour fournir la flexibilité financière pour répondre aux besoins d'une population vieillissante.

On s'inquiète de plus en plus de l'avenir, et un certain nombre de solutions possibles sont proposées telles que « l'argent positif » au Royaume-Uni, et des dépôts d'hélicoptère tombent dans plusieurs pays. Mais le meilleur que j'ai vu jusqu'à présent en est un développé par mes collègues et moi en 2013 qui répond aux critères essentiels.

Il fournit une infusion importante d'argent sans dette créée par le gouvernement pour diluer l'océan de la dette dans laquelle nous nous noyons. Cela mettrait fin à 43 ans de sous-financement des services essentiels. Il prévoit une transition en douceur entre le présent système volatil et imprévisible vers celui qui est stable et répond aux besoins essentiels de toutes les parties concernées. Il change l'équilibre des pouvoirs entre la fraction la plus riche du un pour cent en faveur du 99%, ce qui est longtemps attendu! On l'appelle:

« Un Contrat Social Entre le Gouvernement et le Peuple du Canada. »

Ainsi, parlant au nom des millions d'opprimés, nous demandons au parlement fédéral d'utiliser son pouvoir constitutionnel sur toutes les questions concernant l'argent et aux services bancaires, en prenant aussitôt les mesures suivantes pour le bénéfice de tous les canadiens. Les chiffres suggérés, qui sont basés sur 5% des dépôts bancaires, sont un peu dépassés, mais ils sont assez proches à toutes fins pratiques.

1. Le gouvernement du Canada devrait imprimer 15 certificats d'actions du Canada, non transférables, non convertibles, d'une valeur nominale non remboursable de 10 milliards de dollars.
2. Simultanément, il faudrait demander au ministère de la Justice un avis juridique quant à savoir si les certificats d'actions qualifient comme collatéraux en vertu de la Loi sur la Banque du Canada. Si non, de la législation devrait être introduite pour amender la Loi afin de préciser leur éligibilité.
3. Le gouvernement devrait alors présenter les certificats d'actions à la Banque du Canada qui comptabiliserait aussitôt les certificats en tant qu'actifs contre le passif de l'argent créé, et déposer 150 milliards de dollars dans les comptes bancaires du gouvernement. Le gouvernement fédéral devrait transférer immédiatement 75 milliards de dollars aux diverses provinces et territoires en montants proportionnels à leur population, avec la compréhension qu'ils aideront les municipalités, lorsqu'approprié, de sorte qu'il n'y aurait pas lieu de réduire les services ou de vendre des actifs de valeur.

4. Modifier la Loi sur les Banques afin d'inverser les amendements de 1991 qui ont éliminé l'exigence à ce que les banques à charte canadienne maintiennent des réserves de trésorerie contre leurs dépôts, et de fournir au Ministre des Finances, ou à quelqu'un agissant en son nom, le pouvoir de fixer le niveau des réserves de trésorerie pour les banques et autres institutions de dépôts jusqu'à un maximum de 34%, à condition que l'augmentation ne soit pas inférieure à 5% per annum jusqu'à ce que le nouveau 34% soit établis en 7 ans. Cela garantira qu'il n'y aura pas d'inflation résultant de l'argent créé par le gouvernement.

5. Le gouvernement devrait répéter l'action prescrite aux sections 1 et 3 chaque année pendant 7 ans ou jusqu'à ce que les réserves de trésorerie des banques atteignent 34% du total de leur actifs.

6. Une fois la transition effectuée, le Gouverneur de la banque centrale devra, à chaque année, faire une estimation du montant de l'augmentation des actions monétaires nécessaires pour maintenir l'économie en croissance, avec le nombre d'ouvertures d'emploi étant à peu près égal au nombre de chercheurs d'emploi. Il / elle acquiert alors, selon un horaire prédéterminé, des actions du gouvernement fédéral en échange de liquidités jusqu'à concurrence de 34% de ce montant.

7. En cas de désaccord entre le Gouverneur et le Ministre des Finances par respect au montant par lequel la masse monétaire devrait être augmentée, ou le taux d'intérêt à percevoir par la banque sur les prêts au jour-le-jour, l'avis du Ministre prévaudra. Dans un tel cas, cependant, une directive du Ministre devra être faite par écrit et rendue publique aussitôt, conformément à l'article 14 (2 et 3) de la Loi sur la Banque du Canada. Cette procédure est conforme aux principes de la démocratie et devrait éliminer les futurs cas où les politiques monétaires et budgétaires seraient en contradiction plutôt que de travailler en harmonie.

Ces mesures vont au moins doubler le taux de croissance économique et réduire le niveau de chômage de moitié en moins de 2 ans. Le montant de l'argent sans dette est suffisant pour restaurer tous les segments de l'économie.

Presque tous les jours, je lis dans un des journaux, ou j'entends à la radio ou à la télévision, des projets qui ont désespérément besoin de financement. Je n'en citerai que deux. Un article dans the Toronto Star le 17 janvier 2017 par Jennifer Pagliaro et Emily Mathieu se lit comme suit:

« Toronto Community Housing is on track to board up one unit per day in 2018 if more funding for repairs can't be secured, the head of the social housing corporation told the Star.

An estimated 425 units are already slated to close in 2017, pushing the total number of boarded-up subsidized housing units to nearly 1,000 with more than 177,000 people on the wait-list in Toronto – enough for three sold-out crowds at the Rogers Centre. »

Soit:

«Toronto Community Housing est sur la bonne voie pour condamner une unité par jour en 2018 si plus de financement pour les réparations ne peuvent être obtenus,» le chef de la société de logement social a déclaré à le *Star*.

On estime que 425 logements devraient être fermés en 2017, ce qui porte le nombre total d'unités d'habitation subventionnées à près de 1 000 avec plus de 177 000 personnes sur la liste d'attente à Toronto - suffisamment pour trois foules à guichets fermés au Centre Rogers.»

Honte à nous!

Un autre article du *Toronto Star* du 4 mars 2017 intitulé « Indigenous justice program faces cuts » soit « le programme de justice autochtone fait face à des compressions. » Malgré une baisse de 43% de la récidive, l'initiative fédérale recevra moins de financement cette année.

« Ottawa – A federal justice initiative to help indigenous offenders and victims of crime doesn't have enough money to meet demand, can only hire « minimal staff, » and isn't available in most communities, a new government review has found. »

«Ottawa – Une initiative fédérale de justice visant à aider les contrevenants autochtones et les victimes d'actes criminels ne dispose pas d'assez d'argent pour répondre à la demande, ne peut embaucher qu'un « personnel minimal » et n'est pas disponible dans la plupart des collectivités, une nouvelle étude gouvernementale a trouvé.»

Ce ne sont que deux exemples de centaines de besoins qui attendent d'être proprement financés. Nous pourrions même devoir récupérer la portion américaine du nettoyage des Grands Lacs qui semble menacée. Le programme doit continuer!

Il se trouve que le Canada est le seul pays du groupe G20 qui est en position d'agir rapidement. Le parlement pourrait promulguer les quelques changements nécessaires dans les statuts en quelques semaines - certainement moins d'un mois. Donc nous avons non seulement la bonne fortune, mais aussi une profonde responsabilité envers le reste du monde, pour montrer ce qui peut être fait. Ainsi, par tout ce qui est saint, nous ne devons pas échouer! Vous ne savez jamais, il est juste possible que lorsque les États-Unis voit comment fonctionne le système, ils peuvent

vouloir l'utiliser pour résoudre leurs propres problèmes financiers plutôt que de mendier leurs voisins.

Il est triste, monsieur le ministre, que vous ayez à passer le flambeau parce que vous êtes considéré comme un homme vraiment gentil. Mais dans la ligue dans laquelle vous avez joué, les gentils finissent en dernier. Le budget devra être reporté assez longtemps pour passer du négatif au positif, et couper les intermédiaires qui veulent acheter ou hypothéquer plus de notre pays.

Cordialement,

Paul T. Hellyer

N.B. Voir l'annexe A pour la répartition des paiements aux provinces et aux territoires.

ANNEXE A

Répartition Arrondie des Transferts aux Provinces et aux Territoires

Gouvernement du Canada	\$75 milliards de dollars
Provinces et Territoires	\$75 milliards de dollars
Terre-Neuve et Labrador	\$1,10 milliards de dollars
Île-du-Prince-Édouard	\$314 millions de dollars
Nouvelle-Écosse	\$2,04 milliards de dollars
Nouveau-Brunswick	\$1,625 milliards de dollars
Québec	\$17,319 milliards de dollars
Ontario	\$29,040 milliards de dollars
Manitoba	\$2,724 milliards de dollars
Saskatchewan	\$2,322 milliards de dollars
Alberta	\$8,329 milliards de dollars
Colombie-Britannique	\$9,939 milliards de dollars
Yukon	\$77 millions de dollars
Territoires du Nord-Ouest	\$93 millions de dollars
Nunavut	\$72 millions de dollars

\$74,994,000,000 (Selon les chiffres de Statistique Canada 2012)